

Crise en Haïti : Les policiers kenyans peuvent-ils vaincre les gangs ?

- Par Gloria Aradi & Pascal Fletcher
- BBC News à Nairobi & BBC Monitoring à Miami

30 septembre 2023



Crédit photo, Getty Images

Légende image,

La police kenyane, qui a fait l'objet de critiques dans son pays, sera mise à l'épreuve sur un terrain inconnu en Haïti.

Le Kenya s'est engagé à diriger une force de sécurité multinationale en Haïti, en réponse à l'appel lancé par le Premier ministre de ce pays des Caraïbes pour qu'il l'aide à rétablir l'ordre.

Haïti souffre de la violence des gangs depuis des décennies, mais la vague actuelle de brutalité s'est intensifiée après l'assassinat du président Jovenel Moïse en juillet 2021.

Les gangs ont pris le contrôle de grandes parties du pays, faisant régner la terreur sur les habitants et tuant des centaines de personnes.

Le secrétaire général des Nations unies, António Guterres, a déclaré qu'un "recours énergique à la force" était nécessaire pour désarmer les gangs et rétablir l'ordre.

A lire aussi sur BBC Afrique:

- [À l'intérieur de la capitale haïtienne prise en otage par des gangs](#)
- [C'est comme une zone de guerre - les Haïtiens sont entourés de guerres de gangs](#)
- [Les pays organisateurs des Can 2025 et 2027 connus](#)

Que propose le Kenya ?

Le Kenya a déclaré qu'il enverrait 1 000 policiers en Haïti.

Lorsque cette proposition a été faite pour la première fois en juillet, les responsables kenyans ont déclaré que les policiers garderaient les bâtiments et les infrastructures du gouvernement, mais ce plan a été modifié après l'envoi par le Kenya d'une mission d'enquête le mois suivant.

Le pays souhaite désormais déployer une force d'intervention qui neutralisera les bandes armées, protégera les civils et ramènera la paix, la sécurité et l'ordre.

Le ministre des affaires étrangères Alfred Mutua a déclaré à la BBC que son pays souhaitait également aider Haïti à reconstruire les infrastructures vitales et à mettre en place un gouvernement démocratique stable.

Les Bahamas, la Jamaïque et Antigua-et-Barbuda ont déclaré qu'ils participeraient à la mission et le ministre a ajouté que l'Espagne, le Sénégal et le Chili étaient également susceptibles de déployer du personnel de sécurité.

Personne ne peut être déployé tant que le Conseil de sécurité des Nations unies n'a pas donné son feu vert, mais M. Mutua a déclaré qu'il s'attendait à ce que la force soit en place d'ici le début de l'année prochaine.

Que trouvera la police kenyane en Haïti ?

Haïti connaît une crise sécuritaire et humanitaire aux multiples facettes que M. Guterres a qualifiée de "cauchemar vivant".

Des pans entiers de la capitale côtière Port-au-Prince, bercée par les montagnes, sont contrôlés ou régulièrement terrorisés par des gangs lourdement armés (certaines estimations parlent de 80 %).

Ces gangs, dont les noms en créole haïtien sont "Kraze Barye" (écraseur de barrières) et "Gran Grif" (grande griffe), ont, au cours des deux dernières années, commis des vols, des pillages, des extorsions, des enlèvements, des viols et des meurtres.

Armés de pistolets automatiques provenant pour la plupart des États-Unis, les membres du gang sont souvent plus forts que la police locale, dont ils brûlent parfois les véhicules et les postes de police.

Ils contrôlent, ou font régulièrement des raids, sur les principales voies d'entrée et de sortie de la capitale.



Crédit photo, Getty Images

Légende image,

Des groupes communautaires ont distribué des machettes aux habitants de Port-au-Prince.

Une anarchie similaire règne dans de vastes régions de l'ouest et du centre d'Haïti, où des "bandits" itinérants, comme les habitants appellent les membres des gangs, envahissent et brûlent les villages et les villes.

Les gangs ont semé le chaos et perturbé les services publics et le travail des agences d'aide, aggravant la pauvreté et les problèmes de santé dans un pays qui était déjà le plus pauvre de l'hémisphère occidental.

Quels sont les avantages pour le Kenya ?

M. Mutua a en partie présenté cela comme une offre altruiste.

Haïti a regardé autour d'elle et a dit : "Kenya, aide-nous s'il te plaît". Il n'a demandé l'aide d'aucun autre pays. Nous avons décidé de faire la volonté de Dieu et d'aider nos frères et sœurs", a déclaré le ministre kenyan des affaires étrangères lors d'une conférence de presse.

Cependant, M. Mutua a indiqué à la BBC que l'intervention en Haïti rehausserait le profil mondial du Kenya, ce qui pourrait être bénéfique pour le pays.

Certains analystes ont estimé que le Kenya était aux ordres des États-Unis et qu'il espérait s'attirer les faveurs de la superpuissance mondiale.

Les États-Unis se sont engagés à soutenir financièrement la mission à hauteur de 100 millions de dollars (82 millions de livres sterling).

Lors d'une récente visite au Kenya, le secrétaire américain à la défense, Lloyd Austin, a signé un accord de sécurité de cinq ans et a également déclaré que les États-Unis étaient "reconnaissants au Kenya pour son leadership dans la lutte contre les problèmes de sécurité dans la région et dans le monde entier".

La police kényane est-elle prête pour ce type de mission ?

De nombreuses critiques ont mis en doute la capacité de la police kényane à s'attaquer aux gangs haïtiens.

Ils devront se retrouver face à face avec des membres de gangs armés sur un terrain peu familier.

M. Mutua a déclaré que le gouvernement s'était préparé à ce déploiement. Mais il n'a pas divulgué plus de détails sur la planification, si ce n'est que les autorités donnent actuellement des cours de français à certains des officiers pour faciliter la communication en Haïti.

La barrière linguistique a suscité quelques inquiétudes, car en Haïti, les gens parlent principalement le français et le créole haïtien, alors qu'au Kenya, les langues les plus couramment parlées sont l'anglais et le swahili.

Quelle est l'efficacité de la police kényane ?

Les policiers kenyans sont depuis longtemps critiqués pour les violations des droits de l'homme qu'ils commettent.

Plusieurs organisations de défense des droits de l'homme ont exprimé leur inquiétude quant à la capacité des policiers à agir de manière humaine et responsable en Haïti.

Dans une lettre ouverte adressée au Conseil de sécurité des Nations unies en août, Amnesty International s'est déclarée préoccupée par ce projet en raison des antécédents de la police kényane en matière de recours à une force excessive et inutile.

L'organisation a indiqué qu'elle avait recensé plus de 30 cas de policiers kenyans ayant tué des manifestants par balles ou par asphyxie au gaz lacrymogène lors de diverses manifestations cette année.

Amnesty a également accusé la police de battre les manifestants, de les arrêter et de les détenir illégalement.



Crédit photo, AFP

Légende image,

La police kenyane a été critiquée pour avoir fait un usage excessif et inutile de la force, notamment en agressant des manifestants.

Le chef de la police kenyane, Japhet Koome, a qualifié de "louable" la réaction de ses agents aux récentes manifestations.

Il a nié les accusations d'assassinats de policiers et a déclaré de manière sensationnelle que des politiciens de l'opposition avaient placé des corps loués à des morgues sur les lieux des manifestations afin d'imputer les décès à son personnel.

Quel a été le bilan des précédentes interventions étrangères en Haïti ?

Haïti, ancienne colonie française des Caraïbes devenue la première république noire du monde au début du XIXe siècle à la suite d'une révolte d'esclaves qui a fait date (1791), a une histoire marquée par les interventions étrangères.

Les États-Unis ont envahi et occupé Haïti de 1915 à 1934, en envoyant des marines et des administrateurs militaires.

D'autres interventions militaires américaines ont eu lieu en 1994 et 2004, pour "défendre la démocratie" et rétablir l'ordre.

Ces interventions ont rendu de nombreux Haïtiens méfiants à l'égard de toute ingérence extérieure, en particulier de la part des États-Unis.



Crédit photo, AFP

Légende image,

Au moins une ancienne mission des Nations unies en Haïti a été tenue pour responsable d'une épidémie de choléra.

Les déploiements antérieurs de forces de maintien de la paix de l'ONU en Haïti, par exemple la force de la Minustah dirigée par le Brésil de 2004 à 2017, n'ont pas non plus échappé à la controverse, lorsque les troupes népalaises ont été accusées d'avoir introduit le choléra après le tremblement de terre dévastateur de 2010.

Même l'intervention humanitaire étrangère massive menée par l'armée américaine en réponse au tremblement de terre, bien qu'elle ait été accueillie favorablement par de nombreux Haïtiens, a soulevé des débats délicats sur la dépendance à l'égard de l'aide et sur les abus présumés de certains travailleurs humanitaires et soldats de la paix.

Le Kenya peut-il réussir là où d'autres ont échoué ?

Le succès se mesurera à la capacité du contingent kenyan à vaincre de manière décisive les gangs criminels et à rétablir l'ordre public dans la vie quotidienne des Haïtiens.

Si les forces de sécurité kenyanes ont l'expérience de la lutte contre le groupe militant islamiste Al-Shabab et du maintien de l'ordre dans les bidonvilles, elles se trouveront en terrain inconnu dans les bidonvilles du port et des collines de Port-au-Prince.

Ici, les membres des gangs armés connaissent leur territoire et sont parfois soutenus par des informateurs locaux.

Les Kényans devront travailler en étroite collaboration avec la police haïtienne.

L'aide peut également venir d'un mouvement d'autodéfense anti-gang de base connu sous le nom de "Bwa Kale" (bois rasé), qui a tué plusieurs centaines de membres de gangs au cours des derniers mois, lynchant et brûlant souvent les suspects en public.

Mais ce mouvement pourrait également poser un problème de maintien de l'ordre public.

Le Kenya aura besoin du soutien logistique, de l'équipement et du renseignement promis par les États-Unis et d'autres gouvernements.

Que pensent les Haïtiens de l'offre kenyane ?

Le gouvernement du Premier ministre Ariel Henry et ses partenaires internationaux, ainsi que les Nations unies et la plupart des grandes organisations d'aide, ont clairement exprimé leur point de vue selon lequel seule une opération de sécurité robuste soutenue par la communauté internationale peut rétablir la normalité en Haïti.

À l'intérieur du pays, cependant, les avis sont partagés.

Elles vont des partisans de la force accueillant "nos frères africains" aux groupes d'opposition qui considèrent M. Henry - qui a pris ses fonctions de premier ministre peu après l'assassinat du président Moïse - comme un dirigeant illégitime "de facto" dont le pouvoir sera renforcé par l'intervention étrangère.

Certains critiques radicaux accusent les États-Unis et d'autres gouvernements occidentaux de chercher à utiliser les soldats kenyans pour servir des intérêts "néocoloniaux" et "impérialistes".

Un chef de gang haïtien notoire, l'ancien policier Jimmy Cherizier, alias "Barbecue", a averti qu'il résisterait à toute force étrangère si celle-ci cherchait à maintenir M. Henry au pouvoir.

Une chose est sûre : les policiers kenyans, lorsqu'ils affronteront les gangs, devront veiller à éviter les victimes civiles innocentes et à gagner la bataille des "cœurs et des esprits".